

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT

Lieu-dit « Pré Couardin » – « Les Caillates »
73800 Laissaud

et

Lieu-dit « Les Glières »
73800 Laissaud

Références : P4S-25-101

Code AIOT : 0006101572 (Pré-Couardin) et 0006101571 (Les Glières)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans les établissements GRANULATS VICAT implantés aux lieux-dits "Pré Couardin" et « Les Glières » sur la commune de Laissaud (73800). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

À l'occasion des travaux portant sur la présence potentielle d'amiante environnemental dans des carrières alluvionnaires en cours d'exploitation sur le territoire national, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a réalisé des pré-expertises sur 23 sites. L'objectif de ces pré-expertises dans des zones pré-identifiées, selon la configuration du bassin versant, était d'acquérir de la connaissance sur leur potentiel amiantifère et de tester un protocole d'identification de la présence d'amiante dans les carrières alluvionnaires.

Les constats effectués par le BRGM ont permis de classer la carrière alluvionnaire de Laissaud « Les Caillates - Pré Couardin » parmi celles où la présence de roches contenant des fibres d'amiante environnemental a été confirmée sur la base d'analyses réalisées en laboratoires accrédités sur les échantillons prélevés, ou en raison de faciès géologiques susceptibles de contenir de l'amiante environnemental identifié à dire d'expert.

En raison des impératifs de santé qu'engendre la découverte de cette présence d'amiante, Mme la préfète, par courrier en date du 2 septembre 2024, a rappelé aux exploitants concernés qu'ils leur incombent de réaliser des mesures de protection, à destination des travailleurs, des consommateurs, de la population et de l'environnement. Les mesures de protection de la population et de l'environnement sont détaillées à l'annexe 1.3 jointe au courrier.

Le site de « Pré-couardin - Les Caillates » n'a plus d'activité extractive et est actuellement en cours de remblai. L'exploitant a donc réalisé, de manière volontaire, afin d'obtenir des éléments d'évaluation du risque représentatifs de ses activités sur ce bassin géographique, une campagne initiale de mesure sur la carrière de Laissaud « Les Glières », dont l'activité a été autorisée en 2016 et située à proximité du site « Les caillates-Pré Couardin », dans les conditions prescrites par le courrier du 02 septembre 2024.

Afin de déterminer si des fibres d'amiante environnemental dans le gisement de cette carrière peuvent potentiellement être émises dans l'air et pourraient ainsi présenter un risque sanitaire pour la population environnante susceptible de les inhaler, l'exploitant a réalisé des prélèvements dans l'air, conformément à une stratégie d'échantillonnage établie préalablement par un laboratoire accrédité.

Les informations relatives aux établissements sont les suivantes :

- | | |
|---|------------------------------|
| • GRANULATS VICAT | • GRANULATS VICAT |
| • Lieu-dit "Les Caillates - Pré Couardin" | • Lieu dit « Les Glières » |
| 73800 Laissaud | 73800 Laissaud |
| • Code AIOT : 0006101572 | • CODE AIOT : 0006101571 |
| • Régime : Autorisation | • Régime : Autorisation |
| • Statut Seveso : Non Seveso | • Statut Seveso : Non Seveso |
| • IED : Non | • IED : Non |

La société GRANULATS VICAT exploite, depuis juin 2009, **au lieu-dit « Pré Couardin »** sur la commune de Laissaud, une carrière de matériaux alluvionnaires en eau de type sables et graviers dont l'autorisation d'exploiter a été initialement délivrée en septembre 1985, renouvelée le 13/04/2016 pour une durée de 5 ans et une production annuelle maximale de 350 000 tonnes. Dans le cadre du réaménagement prescrit, qui prévoit la reconstitution d'un milieu naturel dans lequel cohabitent des boisements, un plan d'eau, des berges sinueuses favorables à la faune et la flore ainsi que des zones de hauts-fonds reconstituées par des opérations de remblayage partiel, l'exploitant a été autorisé à admettre sur site des déchets inertes (valorisation déchet).

Suite à la sollicitation conjointe exploitant/DDT 73/SISARC (demande de mise à contribution de l'exploitant), la société GRANULATS VICAT a été autorisée en novembre 2019 à conduire les travaux nécessaires à la mise en sécurité de la digue présente au droit de la carrière (renforcement / épaissement de l'ouvrage par des opérations spécifiques de remblayage au moyen de déchets inertes en limite Ouest du site. L'exploitant n'étant pas en mesure de finaliser ces travaux de renforcement à l'échéance de son arrêté préfectoral d'autorisation de 2016, la société GRANULATS

VICAT a été autorisée, par arrêté préfectoral du 24/12/2020, à prolonger la durée d'exploitation du site pour une nouvelle phase de 5 ans à compter du 13 avril 2021 (date d'échéance de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé), soit jusqu'au 13/04/2026.

Les opérations d'extraction du gisement de matériaux s'étant achevées en 2020, seules les opérations liées au renforcement par épaissement de la digue de l'Isère demeurent autorisées durant cette nouvelle période et dans la limite de la capacité de remblayage résiduelle maximale autorisée, à savoir 615 000 m³.

La société GRANULATS VICAT exploite, depuis juin 2009, **au lieu-dit « Les Glières »** sur la commune de Laissaud, une carrière de matériaux alluvionnaires en eau de type sables et graviers dont l'autorisation d'exploiter a été initialement délivrée en septembre 1982. Le site est aujourd'hui réglementé par l'arrêté préfectoral du 13 avril 2016 (renouvellement et extension) qui autorise l'exploitation du site pour une durée de 15 ans et une production annuelle maximale de 550 000 tonnes (avec une production moyenne de 350 000 tonnes).

La production de la carrière est dirigée vers les installations de traitement du site GRANULATS VICAT situé sur la commune de La Chavanne (à 8 km au nord de la carrière). Environ 65 % de la production est utilisée sur place au sein d'entreprises locales (usines de préfabrication de produits béton, centrales à béton, deux centrales d'enrobage...), le reste alimentant l'agglomération chambérienne.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie d'échantillonnage	Lettre préfectorale du 02/09/2024	Sans objet
2	Cycle initial de mesures	Lettre préfectorale du 02/09/2024	Sans objet
3	Surveillance à long terme	Lettre préfectorale du 02/09/2024	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en œuvre les actions demandées dans le but de confirmer ou non la présence de fibres d'amiante dans l'air environnant, au titre de la protection des populations et de l'environnement.

Un organisme accrédité pour les mesures environnementales dans l'air extérieur a réalisé un cycle initial de campagnes de prélèvements dans l'air à proximité des postes émissifs et en limite d'exploitation, afin de rechercher la présence de fibres d'amiante sur la base d'une stratégie d'échantillonnage conforme et dans des conditions d'analyses conformes.

Lors de ce cycle initial de campagne de prélèvement, aucune fibre d'amiante n'a été comptée dans les prélèvements effectués sur ce site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risque sanitaire - Poussières - Amiante

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 02/09/2024
Thème(s) : Autre, Stratégie d'échantillonnage
Prescription contrôlée : Annexe 1.3 du courrier du 2 septembre 2024 " mesures applicables en matière de protection de l'environnement et de la population" Mesure 1: stratégie d'échantillonnage et cycle initial de campagne de mesures dans l'air " Je vous demande de réaliser par un organisme accrédité pour les mesures environnementales dans l'air extérieur, en application de l'article R. 4412-103 du code du travail, un cycle initial de campagnes de prélèvements dans l'air en limite d'exploitation, afin de rechercher la présence de fibres d'amiante. L'accréditation qu'il détiendra devra couvrir la réalisation de prélèvements à poste fixe dans l'air ambiant (accréditation « HP ENV »). La liste des laboratoires accrédités est disponible sur le site internet du Cofrac : Cofrac - Comité français d'accréditation . Une stratégie d'échantillonnage est au préalable établie par le laboratoire accrédité. Elle prend en compte les éléments de caractérisation du gisement disponibles, afin de déterminer, en fonction de la situation locale de l'exploitation (météorologie, topographie, végétation alentour, voisinage, etc.), les points de prélèvements les plus représentatifs. La stratégie d'échantillonnage prévoit : <ul style="list-style-type: none">• Au moins un point de prélèvement en amont de la carrière par rapport aux vents dominants, afin d'avoir un point de référence indépendamment de la présence de la carrière ;• Un point de prélèvement à proximité immédiate du concasseur ou d'un élément de traitement des matériaux le plus émetteur de poussières, afin de connaître le niveau potentiel de fibres d'amiante le plus important sur le site ;• Au moins deux points de prélèvement en aval de la carrière en limite de voisinage. "
Constats : La stratégie d'échantillonnage élaborée par le laboratoire ITGA - Rennes et référencée « NCP_2024_0051 Contrôle de la concentration en fibres d'amiante en suspension dans l'air » du 04/12/2024 a été présentée lors du contrôle. Cet organisme est accrédité Essais COFRAC (n° d'accréditation 1-5967). La stratégie d'échantillonnage a été élaborée conformément aux documents suivants : Norme NF-EN-ISO-16000-7 : stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air. Le plan d'échantillonnage prévoit 4 points de mesures : un point amont, deux points aval par rapport aux vents dominants, ainsi qu'un point à proximité de la zone de chargement. La durée de prélèvement est de 4 heures pour les points amont et aval, et d'une heure environ à proximité de la zone de chargement. Un plan de localisation des points de prélèvements figure dans la stratégie d'échantillonnage. La stratégie d'échantillonnage est conforme aux prescriptions de l'instruction
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : SO
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Risque sanitaire - Poussières - Amiante

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 02/09/2024			
Thème(s) : Autre, Cycle initial de campagnes de mesures dans l'air			
Prescription contrôlée : Annexe 1.3 du courrier du 2 septembre 2024			
Mesure 1: Stratégie d'échantillonnage et cycle initial de campagnes de mesures dans l'air			
<p>"Je vous demande de réaliser par un organisme accrédité pour les mesures environnementales dans l'air extérieur, en application de l'article R. 4412-103 du code du travail, un cycle initial de campagnes de prélèvements dans l'air en limite d'exploitation, afin de rechercher la présence de fibres d'amiante. L'accréditation qu'il détiendra devra couvrir la réalisation de prélèvements à poste fixe dans l'air ambiant (accréditation « HP ENV »). La liste des laboratoires accrédités est disponible sur le site internet du Cofrac : Cofrac - Comité français d'accréditation.</p> <p>(...)</p> <p>Le cycle initial est composé d'une campagne de mesures par mois pendant trois mois. La première campagne de prélèvements devra être réalisée dans un délai de deux mois. À l'issue du cycle initial de campagnes, un compte-rendu reprenant l'ensemble des résultats, accompagné de commentaires sur la nature des fibres identifiées, est produit.</p> <p>Je vous demande de transmettre ce compte-rendu à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après la date des derniers prélèvements."</p>			
Constats :			
<p>La première campagne de prélèvements a été réalisée le 16 décembre 2024 soit trois mois après réception du courrier prescriptif.</p> <p>Les sites concernés par cette instruction ministérielle situés en région Auvergne Rhône-Alpes, ont fait le choix de faire appel, de manière coordonnée et avec l'appui de l'UNICEM, à un même laboratoire afin de pouvoir disposer de résultats comparables. Aussi la campagne de mesures n'a pu être lancée qu'en décembre sur la majorité des sites régionaux.</p> <p>Les dates et référence des rapports (accréditation COFRAC n° 1-1761) des mesures effectuées, sur la base de la stratégie d'échantillonnage n° NCP_2024_0051 et présentées lors de l'inspection, sont rappelés ci-après :</p>			
1 ^{re} campagne :			
Date de prélèvement	Référence du rapport	Date du rapport	Résultats
16/12/24 (à proximité de l'activité d'extraction)	IT112412-9140	18/12/24	0 fibre comptée
16/12/24 (amont carrière)	IT112412-9143	18/12/24	0 fibre comptée
16/12/24 (aval carrière, coin NO)	IT112412-9142	18/12/24	0 fibre comptée
16/12/2024 (aval carrière, coin SO)	IT112412-9141	18/12/24	0 fibre comptée
2 ^e campagne :			
Date de prélèvement	Référence du rapport	Date du rapport	Résultats

20/01/25 (à proximité de la zone de chargement)	IT112501-9089	23/01/25	0 fibre comptée
20/01/25 (amont carrière)	IT112501-9088	23/01/25	0 fibre comptée
20/01/25 (aval carrière, coin NO)	IT112501-9087	23/01/25	0 fibre comptée
20/01/25 (aval carrière, coin SO)	IT112501-9086	23/01/25	0 fibre comptée
3 ^e campagne :			
Date de prélèvement	Référence du rapport	Date du rapport	Résultats
07/02/25 (à proximité de la zone de chargement)	IT112502-4675	12/02/25	0 fibre comptée
07/02/25 (amont carrière)	IT112502-4674	12/02/25	0 fibre comptée
07/02/25 (aval carrière, coin NO)	IT112502-4676	12/02/25	0 fibre comptée
07/02/25 (aval carrière, coin SO)	IT112502-4677	12/02/25	0 fibre comptée
<p>Considérant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement et le nombre des prélèvements dans l'air analysés afin de rechercher la présence de fibres d'amiante correspondent à la stratégie d'échantillonnage établie ; - les campagnes de mesures ont été effectuées pendant une période d'activité normale de la carrière ; - l'ensemble des prélèvements d'une même campagne de mesures ont été réalisés au même moment - les conditions, notamment météorologiques, dans lesquelles ont été effectuées les mesures figurent dans les rapports finaux ; - tous les prélèvements d'une campagne de mesures ont été analysés par le laboratoire ; - les rapports d'analyse portent le logo COFRAC avec le numéro d'accréditation et aucune mention « hors accréditation » ne figure dans la présentation des résultats ; <p>l'inspection constate que les mesures de cycle initial ont été réalisées conformément aux conditions prescrites par l'instruction et aux normes en vigueur.</p>			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :			
SO			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 3 : Risque sanitaire - Poussières - Amiante

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 02/09/2024
Thème(s) : Autre, Surveillance à long terme
<p>Prescription contrôlée : Annexe 1.3 du courrier du 2 septembre 2024</p> <p>Mesure 2 : surveillance à long terme</p> <p>« À l'issue du cycle initial, vous engagerez un suivi basé sur des campagnes de mesures trimestrielles jusqu'à la définition, par mes services, des modalités de surveillance à long terme. Pour chaque campagne de mesure, un rapport sera établi par le laboratoire. Vous le transmettez à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois après la date des prélèvements. »</p>

Constats :

Comme rappelé dans le courrier du 2 septembre 2024, l'annexe 1.3 de l'instruction du 22 juillet 2024 précise à la « Mesure 2 » qu'à l'issue du cycle initial, un suivi basé sur des campagnes de mesures trimestrielles sera engagé jusqu'à la définition, par l'inspection des installations classées, des modalités de surveillance à long terme. Ainsi, l'exploitant doit réaliser une campagne tous les trois mois, après la réalisation des derniers prélèvements du cycle initial.

Cette surveillance perdure sans discontinuité jusqu'à la définition, par l'inspection des installations classées des modalités de surveillance à long terme.

Dans tous les cas, considérant que la présence de roches contenant de l'amiante a été confirmée pour les carrières de catégorie 1, une surveillance doit être assurée sur les sites qui demeurent en activité.

Les campagnes devront être réalisées dans les mêmes conditions que celles mises en œuvre lors du cycle initial.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le site Pré-couardin, visé par les demandes prescrites par courrier en date du 02/09/2024, étant en cours de remise en état, n'a donc pas fait l'objet de campagnes de mesure.

L'exploitant a réalisé, de manière volontaire, afin d'obtenir des éléments d'évaluation du risque représentatif de ses activités sur ses différents sites du bassin géographique, une campagne initiale sur ce site dans les mêmes conditions prescrites.

Par la suite, l'exploitant réalisera à minima 2 campagnes de mesures annuelles sur le site de la carrière des Glières, pendant les périodes représentatives de l'activité.

Les mesures et la transmission des résultats se feront dans les mêmes conditions que celles décrites dans le courrier du 2/09/2024 adressé à la direction du site Pré-couardin.

Les rapports de mesures et résultats des analyses devront être transmis à l'inspection des installations classées, dans les deux ouvrés jours après réception du rapport par l'exploitant en cas de présence de fibre et dans un délai d'un mois après la date des prélèvements si aucune fibre n'a été décomptée.

Le décompte d'une ou plusieurs fibres d'amiante lors des mesures dans l'air devra également être signalé à l'inspection du travail et à l'ARS.

Type de suites proposées : Sans suite